



LOIC LEVOYER

MCF-HDR de droit public
Faculté de Droit et sciences sociales
Institut de droit public

loic.levoyer@univ-poitiers.fr
43, place Charles de Gaulle
86022 Poitiers cedex 9



- Finances publiques, Finances locales, Finances sociales, Finances de l'Etat, Finances européennes, droit budgétaire
- Droit de la protection sociale, Droit de l'aide et de l'action sociales, Vieillesse, Handicap
- Droit des collectivités territoriales
- Fiscalité des personnes publiques, Fiscalité des contrats publics

I. CARRIERE UNIVERSITAIRE

- Maître de conférences – habilité à diriger des recherches de droit public Université de Poitiers (2008-..)
- Maître de conférences de droit public à l'Université de Poitiers (2001-2007)
- ATER à la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers (1999-2001)
- Allocataire de recherche à la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers (1996-1999)
- Qualification aux fonctions de Professeur des universités au titre de « l'article 46-3 » (2013)
- Habilitation à diriger des recherches – Université de Poitiers (2008)
- Doctorat de droit public, *L'influence du droit communautaire sur le pouvoir financier du Parlement français*, juillet 2000, Mention très honorable avec les félicitations du jury, Thèse Lauréate du Prix Bercy (Ministère de l'Economie et des Finances) et d'une subvention du Sénat français, Thèse publiée à la L.G.D.J. – Bibliothèque de Science financière, Dir. Monsieur le Professeur Jean-Pierre Chevalier
- DEA Droit public général, Université de Poitiers, mention Bien, Lauréat de la Faculté (Major), 1995
- Maîtrise en droit public, Université de Poitiers, mention Bien, Lauréat de la Faculté (Major), 1994
- Licence de droit, Université de Poitiers, mention Bien, Lauréat de la Faculté (Major), 1993
- D.E.U.G. DROIT, Université de Poitiers, mention Bien, Lauréat de la Faculté (Prix Jarry du meilleur étudiant de droit public), 1992
- 1^{ère} année D.E.U.G. DROIT Université de Poitiers, mention Bien, Lauréat de la Faculté (1^{er} ex æquo), 1991

II. RECHERCHE

- Titulaire de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche (PEDR) depuis octobre 2019
- Titulaire de la Prime d'Excellence Scientifique (PES) 2009-2013 ; 2013-2017.

1. Publications et productions scientifiques

A. Ouvrages

1. *Comment maintenir la qualité de vie des personnes âgées en France et au Japon ?*, E. Aubin, E. Kasagi, S. Kojima, L. Levoyer, T. Saito (Dir.), ISS Research Series, Institute of Social Science, The University of Tokyo, Japan, n° 69, 2020.
2. *Les conséquences juridiques et sociales du vieillissement en France et au Japon*, E. Aubin, E. Kasagi, L. Levoyer, T. Saito (Dir.), PUP-LGDJ, déc. 2019.
3. *Finances locales*, coll. Les fondamentaux, Hachette, 2012.
4. *TVA et collectivités territoriales*, Le Moniteur, 2007.
5. *Guide de l'imposition des collectivités territoriales*, Berger-Levrault, mai 2006.
6. *Les collectivités territoriales et la TVA*, Ed. Le Moniteur, mai 2005.
7. *L'influence du droit communautaire sur le pouvoir financier du Parlement français, Prix Bercy 2000*, L.G.D.J., 2002.

B. Articles

1. *Une programmation budgétaire européenne 2021-2027 marquée par la Covid-19*, Revue du Droit de l'Union européenne, 2021, à paraître.
2. *L'empreinte de la Covid-19 sur les ressources propres de l'Union européenne*, Les Petites Affiches, 2021, à paraître.
3. *Borrowing: a new resource for the European Union in the period of COVID-19 epidemic*, State and Local Government Budget Law, Nicolaus Copernicus University in Torun (Poland), vol. X, n° X, 2021.
4. *Budgets post covid-19 des Etats membres de l'Union européenne : comment préserver les générations futures ?*, Revue du Droit de l'Union européenne, 4/2020, pp. 183-200.
5. *Pauvreté et handicap : l'ambivalence de la solidarité nationale*, in F. Aumond (Dir.), Handicap, Pauvreté et droit(s), PU Blaise Pascal, coll. Cohésion, handicap et citoyenneté, 2020, pp. 181-193.
6. *Handicap et espaces : financer l'accessibilité*, in S. Benbelli, F. Faberon-Tourette (Dir.), Handicap et Espaces, PU Blaise Pascal, coll. Cohésion, handicap et citoyenneté, 2020, pp. 59-70.
7. *Le financement public de l'insertion professionnelle des personnes handicapées*, in F. Faberon-Tourette (Dir.), Handicap, emploi et insertion, coll. Cohésion, handicap et citoyenneté, PU Blaise Pascal, 2020, pp. 303-314.
8. *Drawing up the budgets of French local authorities during the covid-19 epidemic*, State and Local Government Budget Law, Nicolaus Copernicus University in Torun (Poland), vol. 8, n° 3, oct. - nov. 2020, pp. 9-30, ISSN 2300-9853 également disponible en ligne <https://apcz.umk.pl/czasopisma/index.php/PBPS/issue/view/1963/showToc>
9. *French law and whistleblowers*, Law & Justice Review, Justice Academy of Turkey Publications, [<https://yayin.taa.gov.tr/yuklenenler/dosyalar/dergiler/law/law-20/law20.pdf>], ISSN 1309-9485, june 2020, vol. 11, Issue 20, pp. 151-163.
10. *What principles for public budgets after Covid-19 ?*, E-journal of Law, Vol 6, n°1 – june 2020, pp. 108-123, ISSN 2149 –6331, <http://e-journaloflaw.org/>

11. *Les lanceurs d’alerte dans le secteur social et médico-social*, in F. Faberon-Tourette (Dir.), *Secret professionnel, partage d’informations et éthique en matière sociale et médico-sociale*, La Revue du Centre Michel de l’Hospital, Ecole de Droit – Université Clermont Auvergne, n° 20, mars 2020, pp. 39-48. http://cmh.uca.fr/publication_details/7489
12. *La France et les interventions sociales de proximité auprès des personnes âgées*, in E. Aubi, E. Kasagi, L. Levoyer, T. Saito, *Comment maintenir la qualité de vie des personnes âgées en France et au Japon ?*, ISS Research Series, Institute of Social Science, The University of Tokyo, Japan, n° 69, 2020, pp. 43-53.
13. *Les Régions françaises après fusion : quelle autonomie financière ?* in P. Chauchefoin (Dir.), « Nouvelles régions : la grande transformation ? », PUR, 2020, pp. 63-80.
14. *Le vieillissement et la décentralisation en France*, in E. Aubin et L. Levoyer (Dir.), *Les conséquences juridiques et sociales du vieillissement en France et au Japon*, Colloque international Franco-Japonais, Université de Tokyo/Université de Poitiers, 22-23 mars 2018, LGDJ, 2019, pp. 129-147.
15. *Données financières et contrôle interne budgétaire*, in *Les chiffres en finances publiques*, A. Pariente (Dir.), Mare&Martin, 2019, p. 165.
16. *The progressive standardization of the budgetary framework of States*, E-journal of Law, ISSN 2149 –6331, [<http://e-journaloflaw.org/>], Vol 5, n°1 – 2019.
17. *Le régime financier des EPCI depuis la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République [NOTRe]*, in *Variations autour du droit public*, Mélanges en l’honneur du Pr. C. Debouy, LGDJ-PUJP, janv. 2019, pp. 323-337.
18. *De quelques aspects budgétaires des communautés d’universités et d’établissements*, in E. Aubin et E. Guiselin (Dir.), *Les regroupements dans l’enseignement supérieur et la recherche*, LGDJ, sept. 2018, pp. 161-181.
19. *Le contrôle interne budgétaire*, RFDA, n° 4, juillet-août 2018, pp. 783-792.
20. *La TVA, nouvelle ressource des régions*, *Actualité Juridique des Collectivités Territoriales (AJCT)*, 21 mars 2018, pp. 151-154.
21. *L’intégration financière publique : prémices à un nouvel ordre financier public ?*, Mélanges en l’honneur du Pr. F. Hervouet, *Entre les ordres juridiques*, LGDJ, 2016, pp 111-120.
22. *Des instruments budgétaires différenciés selon les collectivités territoriales ?*, *Revue française de finances publiques (R.F.F.P.)*, n°1, 2015, pp.73-83.
23. *Les collectivités territoriales face à la nouvelle comptabilité publique*, *JCP-administrations et collectivités territoriales*, n° 9, 2059, 2014.
24. *Loi de finances pour 2014 : une contribution accentuée des collectivités territoriales à l’assainissement des finances publiques*, *JCP-administrations et collectivités territoriales*, n° 4, 2023, 2014.
25. *Les collectivités territoriales et la maîtrise des dépenses publiques*, *Revue française de finances publiques (R.F.F.P.)*, n° 119, 2013, p. 133.
26. *Le financement local de la dépendance*, *Revue française de finances publiques (RFFP)*, n° 120, 2012, p. 185.
27. *Le traitement fiscal et financier de l’externalisation des propriétés publiques*, *JCP-administrations et collectivités territoriales*, 2012, n° 17, 2133.
28. *Responsabilité envers les générations futures : quelle exigence pour les finances publiques ?*, in J.-P. Markus (Dir.), *Quelle responsabilité juridique envers les générations futures ?*, Dalloz, coll. *Thèmes et commentaires*, 2012, p. 145.

29. *Finances publiques : quels devoirs envers les générations futures ?*, Mélanges en l'honneur des Pr. Lassale, Montagnier, Saïdj, *Economica*, 2012, p. 184.
30. *Le financement de la décentralisation sociale dans l'impasse ? A propos des décisions QPC APA et PCH du Conseil constitutionnel du 30 juin 2011*, *Revue de droit sanitaire et social (RDSS)*, n° 1, 2011, p. 76.
31. *La fiscalité des baux emphytéotiques administratifs*, *Contrats publics - L'Actualité de la commande et des contrats publics (CP-ACCP)*, n°108, mars 2011, p. 54.
32. *La communautarisation du droit français des finances publiques*, in Krzysztof Wojtyczek (Dir.), *Le jeu des influences croisées du droit français, du droit européen et du droit des autres pays européens*, 2011.
33. *Assujettissement et récupération de la TVA dans le cadre d'un contrat de partenariat*, *Revue Gestion et Finances publiques*, Août-septembre, 2010, n° 8-9, p. 618.
34. *L'impact de la fiscalité écologique sur les contrats de la commande publique*, *Contrats publics - L'Actualité de la commande et des contrats publics (CP-ACCP)*, n° 96, févr. 2010, p. 69.
35. *La cession de créance : un moyen de financement particulier des partenariats publics-privés*, *La semaine juridique-entreprise et affaires*, n° 9-10, mars 2010, p. 32.
36. *L'influence du droit européen sur les catégories de recettes et de dépenses publiques*, in J-B. Auby (dir.), *L'influence du droit européen sur les catégories du droit public*, Dalloz, 2010, p. 851.
37. *Vers un modèle unique de gestion publique ?*, in mélanges en l'honneur du Pr. R. Hertzog, *Réformes des finances publiques et modernisation de l'administration*, *Economica*, 2010, p. 331-340.
38. *Le plan de relance et les nouvelles conditions de financement des partenariats public-privé*, *La semaine juridique-entreprise et affaires*, n° 27, 2 juillet 2009, p. 39.
39. *La garantie de l'Etat sur les PPP*, *Contrats publics - L'Actualité de la commande et des contrats publics (CP-ACCP)*, 2009, p. 68
40. *Le conseil de normalisation des comptes publics : instance d'uniformisation des comptabilités publiques ?*, *JCP-administrations et collectivités territoriales*, 8 juin 2009, n° 24, p. 3.
41. *Nouvelle gouvernance de la santé : quelle place pour les collectivités territoriales ?*, *AJDA*, 2009, n° 40, p. 2219.
42. *L'investissement local dans un contexte de crise économique*, *Gestion et Finances publiques*, numéro spécial, nov. 2009, n° 11, p. 890.
43. *La LOLF a-t-elle changé les rapports Etat/Collectivités locales ?*, *Revue française de finances publiques (RFFP)*, 2009, n° 107, p. 25.
44. *Le FCTVA au secours de l'investissement des collectivités territoriales ?*, *JCP-administrations et collectivités territoriales*, n° 14, 30 mars 2009, pp. 35-37.
45. *Les collectivités territoriales et le financement de la santé*, *JCP-administrations et collectivités territoriales*, 2009, n° 39, p. 26.
46. *L'imparfaite connaissance du patrimoine immobilier de l'Etat*, *Revue de droit immobilier (RDI)*, n°10, oct. 2009, p. 531.
47. *Fiscalité directe locale et contrat de partenariat*, *Contrats et marchés publics*, mai 2009, p. 6.
48. *Fiscalité des contrats des publics et plan de relance*, *Revue de droit immobilier (RDI)*, n° 5, mai 2009, p. 283.

49. *L'originalité des dépenses d'action sociale de la branche famille de la Sécurité sociale*, in J.-B. Geffroy (Dir.), *Finances publiques et politique familiale*, L'harmattan, 2009, p. 181.
50. *Le territoire régional : cadre financier privilégié des actions de santé*, in N. Martin-Papineau (Dir.), *Les territoires de santé*, LGDJ, 2009, p. 109.
51. *Le financement public de la dépendance*, in C. Lagoutte (Dir.), *Vieillesse, santé et protection sociale : du local à l'Europe*, Edition Le Manuscrit, 2009, pp. 259-297.
52. *L'harmonisation fiscale des contrats de partenariat public-privé*, *Contrats publics - L'Actualité de la commande et des contrats publics (CP-ACCP)*, n° 80, oct. 2008, p. 50.
53. *L'éligibilité au FCTVA des biens confiés par contrat à un tiers*, *Contrats publics - L'Actualité de la commande et des contrats publics (CP-ACCP)*, n° 65, avril 2007, pp. 78-85.
54. *Le groupement régional de santé publique : un instrument financier en quête de performance*, in N. Martin-Papineau (Dir.), *La loi du 9 août 2004 relative à la santé publique : enjeux, réalisations, perspectives*, LGDJ, 2007, p. 133.
55. *L'assujettissement des collectivités territoriales à la TVA*, *JCP-administrations et collectivités territoriales*, n° 6, fév. 2006, pp. 177-181.
56. *L'impact de l'Union européenne sur les finances de l'Etat et des collectivités territoriales*, *Revue du Trésor*, mai 2006, p. 260.
57. *Contrat de partenariat et TVA*, *Revue Contrats et Marchés publics*, 2006, p. 30.
58. *La coordination entre la comptabilité des organes administratifs et la comptabilité des SPIC*, *Lamy collectivités territoriales*, avril 2006, pp.52-58.
59. *Contrats publics et FCTVA : enfin une clarification !*, *Actualité juridique – Droit administratif (A.J.D.A.)*, n° 17, 2006, pp. 920-926.
60. *L'assujettissement des personnes publiques à l'impôt sur les sociétés*, *Revue Droit fiscal*, n° 7, fév. 2006, pp. 419-426.
61. *L'éligibilité au FCTVA des équipements confiés à des délégataires de service public*, *Revue Contrat et Marché publics*, août-sept. 2006, p. 64.
62. *Taxe sur la valeur ajoutée et délégation de service public industriel et commercial*, *Contrats publics - L'Actualité de la commande et des contrats publics (CP-ACCP)*, n° 54, avril 2006, pp. 83-86.
63. *Le transfert du droit à déduction de la TVA au fermier ou au concessionnaire*, *Revue Contrat et Marché publics*, n° 10, oct. 2005, p. 29.
64. *Le contrôle communautaire des aides d'Etat*, Ed. Akdeniz Universitesi, 2005, pp. 499.
65. *L'influence du droit communautaire sur la loi organique du 1^{er} août 2001*, *Revue française de finances publiques (R.F.F.P.)*, n° 86, 2004, p. 225-245.
66. *La loi organique du 1^{er} août 2001 et le pouvoir de contrôle budgétaire du Parlement*, *Revue française de droit administratif (R.F.D.A.)*, n° 3, 2003, pp. 579-589.
67. *Juge administratif, hiérarchie des normes et droit fiscal*, *Actualité juridique – Droit administratif (A.J.D.A.)*, n° 24, 2003, p. 1250-1256.
68. *De quelques évolutions des relations financières Etat-Collectivités territoriales*, *Les Petites affiches*, 22 juillet 2004, n° 146, pp. 4-12.
69. *Financer le vieillissement : l'exemple de l'APA*, in N. Martin-Papineau (Dir.), *La protection sociale face au vieillissement*, LGDJ, 2004, p. 41.
70. *Les nouvelles dispositions comptables applicables aux départements*, *La Revue du Trésor*, n°6, 2003, pp. 361-366.
71. *Fondements et enjeux de la réforme de la comptabilité de l'Etat*, *La Revue du Trésor*, n°1, janvier 2003, pp. 3-11.

72. *La réforme des relations financières Etat – collectivités territoriales*, JCP-administrations et collectivités territoriales, n° 46, 10 novembre 2003, pp. 1459-1462.
73. *Les nouvelles règles budgétaires et comptables applicables aux départements*, JCP-administrations et collectivités territoriales, n° 15, 7 avril 2003, pp. 457-464.
74. *Les modalités de financement des collectivités locales au sein de l'Union européenne*, Revue du Marché Commun et de l'Union européenne (R.M.C.U.E.), n° 467, avril 2003, pp. 242-252.
75. *Le paradoxe communautaire de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances*, La Revue du Trésor, n° 2, février 2002, pp. 103-113
76. *De la nécessité d'une coopération renforcée entre la Cour des comptes européenne et les institutions de contrôle nationales*, Les petites affiches, 2 juillet 2002, pp. 9-16.
77. *Construction européenne et nouvelle tutelle financière sur les collectivités locales*, Cahiers de l'IREDE (CNRS-UMR n°5081), n° III, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2002, pp. 115-135.
78. *La contribution du droit de l'UEM à la rénovation des finances publiques nationales*, La Revue du Trésor, n° 1, janvier 2001, pp. 3-11.
79. *Service public fiscal et entreprise*, Revue Droit fiscal, n° 16, 2001, pp. 666-671.
80. *Union européenne et finances publiques nationales*, Revue de la Recherche Juridique-Droit Prospectif, n° 2, 2001, vol. II, pp. 886-904.
81. *Le recouvrement de l'impôt en question*, Les petites affiches, 2 novembre 2000, n° 219, pp. 4-9.
82. *Le Trésor public en question*, Revue française de droit administratif (R.F.D.A.), n° 2, 2000, pp. 424-435
83. Ordonnance du 2 janvier 1959 et droit de l'UEM, in V. Dussart, P. Espuglas (Dir.), *L'ordonnance du 2 janvier 1959 : 40 ans après*, Etudes de l'IREDE, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2000, pp. 197-216.

C. Notes de jurisprudence et chroniques

1. *De l'originalité du code général des impôts de la Polynésie française*, note sous CAA Paris, Société Sodepra, 1^{er} mars 2013, 11 PA04270, Comparative Law Journal of the Pacific, Victoria University, Wellington, New-Zeland, mars 2014.
2. *Un an de fiscalité des contrats publics*, Contrats et marchés publics, mars 2012, p. 13.
3. *Un an de fiscalité des contrats publics*, Contrats et marchés publics, mars 2011, p. 14.
4. *Un an de fiscalité des contrats publics*, Contrats et marchés publics, mars 2010, p. 10.
5. *L'assujettissement de l'Etat à la taxe professionnelle*, note sous CE, 16 mai 2007, Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas, AJDA, n° 26, 2007, pp. 1420-1424.
6. *Eligibilité au FCTVA des dépenses réalisées en vertu d'un marché public illégal*, note sous CE, 7 nov. 2005, *Ministre de l'intérieur, de la Sécurité intérieure et des libertés locales c/ Commune d'Orange*, n° 267163, AJDA, n° 11, 2006, pp. 608-611.
7. *Chronique d'actualité-Droit administratif*, C. Boiteau (Dir.), La semaine juridique-édition générale : 81 observations d'arrêts (TC, CE, CAA, TA, CEDH, Cr. Cass.) de 2000 à 2006.

D. Fascicules jurisclasseurs et entrées de dictionnaires juridiques

1. *Taxe sur la valeur ajoutée*, J.-Cl. Contrats et Marchés publics, fascicule n° 22, avril 2018.

2. *Fonds de compensation de la TVA*, J.-Cl. Contrats et Marchés publics, février 2018.
3. *Impôts directs*, J.-Cl. Contrats et Marchés publics, mai 2018.
4. *Autres impôts et taxes*, J.-Cl. Contrats et Marchés publics, mai 2018.
5. *Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)*, in G. Orsoni (Dir.), *Finances publiques, Dictionnaire encyclopédique*, 2^{ème} ed., PUAM-Economica, 2017, p. 480.
6. *Droit de mutation à titre onéreux (DMTO)*, in G. Orsoni (Dir.), *Finances publiques, Dictionnaire encyclopédique*, 2^{ème} ed., PUAM-Economica, 2017, p. 381.
7. *Taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TICPE)*, in G. Orsoni (Dir.), *Finances publiques, Dictionnaire encyclopédique*, 2^{ème} ed., PUAM-Economica, 2017, p. 870.
8. *Syndicat de communes – Moyens*, Partie « Finances », avec le Pr. C. Debouy (parties « Biens » et « Personnels »), fascicule n° 226, 2014.
9. *Assujettissement des collectivités territoriales à la TVA*, Cl. Administratif, fascicule n° 2800, 2013.
10. *Emprunts*, J.-Cl. Administratif, fascicule n° 127-50, 2013.
11. *Communautés de Communes – Moyens*, Partie « Finances », avec le Pr. C. Debouy (parties « Biens » et « Personnels »), fascicule n° 256, 2012.
12. *Fiscalité des contrats publics*, J.-Cl. Contrats et Marchés publics, @-fascicule, mai 2012.

E. Communications

1. *Quels moyens pour les structures intercommunales in Réinventer les territoires ?* Doctorales de l'Association de Science Régionale de Langue Française et de la Fédération de recherche Territoires, Université de Poitiers, 24-26 février 2021,
2. *Territoire et Santé*, in L. Ancelot, J.-M. Bascans, L. Bonnal, G. Buitrago, D. Cheung, M.-H. Depret, X. Moinier, C. Oros (Dir.), 41^{ème} journées des économistes de la santé français (JESF), Université de Poitiers, 4-6 décembre 2019.
3. *Pauvreté et handicap : l'ambivalence des aspects financiers*, in F. Aumond (Dir.), *Handicap, Pauvreté et droit(s)*, colloque Université de Poitiers, 17-18 octobre 2019.
4. *Les interventions sociales de proximité auprès des personnes âgées*, in *Comment maintenir la qualité de vie des personnes âgées en France et au Japon ? Regards croisés franco-japonais*, Université de Tokyo (Japon), 20 septembre 2019.
5. *Handicap et espaces : financer l'accessibilité*, in *Handicap et espaces*, colloque international, Université de Saint Boniface/Université Clermont Auvergne, Casablanca, Maroc, 27-28 juin 2019.
6. *Les lanceurs d'alerte dans le secteur social et médico-social*, in *Secret professionnel, partage d'informations et éthique en matière sociale et médico-sociale*, colloque international, Université Clermont Auvergne, 6 juin 2019.
7. *Le financement public de l'insertion des personnes handicapées*, in *Handicap, emploi et insertion*, colloque international, Université Clermont Auvergne, 13-15 novembre 2018.
8. *Le contrôle interne de la soutenabilité budgétaire* in *Données et chiffres des finances publiques*, Colloque de la première Université d'été de la SFFP, Université de Poitiers, 28 juin 2018.
9. *Article 47-2 de la Constitution : un cadre suffisant pour la Cour des comptes ?*, Présidence de séance, in *Constitution et finances publiques 60 ans de la Vème république*, Séminaire itinérant de la SFFP, Université de Poitiers, 27 juin 2018.

10. *Le vieillissement et la décentralisation en France*, in *Regards croisés en France et au Japon sur les conséquences juridiques et sociales du vieillissement*, colloque international, Université de Tokyo/Université de Poitiers, 22-23 mars 2018.
11. *Quels principes de l'action publique territoriale après la loi NOTRe ?*, in *Le sens de l'action publique territoriale*, colloque CNFPT/Université Poitiers, 15 mars 2018.
12. *Les moyens financiers des regroupements universitaires*, in *Les regroupements dans l'enseignement supérieur et la recherche*, Colloque international, Université de Bretagne-Loire et Université de Poitiers, 9 et 10 novembre 2017.
13. *L'expérimentation « territoire zéro-chomeur » : contribution à la lutte contre la pauvreté ?*, in Journée d'étude, Pauvreté et Droit, réflexions à l'occasion de la 30ème journée mondiale du refus de la misère, Université de Poitiers, 17 octobre 2017.
14. *Finances locales et éducation, in 2017-2027 : Quelles politiques scolaires pour former notre jeunesse ?*, Colloque - Université d'été du Conseil National d'Evaluation du Système Scolaire [CNESE], CESE-Palais IENA, Paris, 28-29 août 2017.
15. *Les régions françaises après fusion : quelles évolutions budgétaires, financières et fiscales ?* in *Fusions des régions et transformations territoriales* - colloque Université de Poitiers – Fédération de Recherche Territoires, 10-11 avril 2017.
16. *Décentralisation et fiscalité*, in *Décentralisation : les recompositions des pouvoirs, des institutions et des politiques publiques* – colloque international pluridisciplinaire - 3, 4 et 5 décembre 2014 - Université de Poitiers – Fédération de Recherche Territoires;
17. *La territorialisation du droit financier local : efficacité versus égalité ?*, Université Montesquieu Bordeaux IV - Cerdare – 29 novembre 2013.
18. *Politique budgétaire et politique fiscale*, in *Que deviennent les politiques fiscales : état des lieux et perspectives*, Université de Poitiers – Faculté de droit et des sciences sociales – Institut de droit public et FONDAFIP, – 2 avril 2013.
19. *L'évolution des budgets locaux, in 1982-2012 : 30 ans de décentralisation financière*, Colloque international, Université de Poitiers – Faculté de droit et des sciences sociales – Institut de droit public et FONDAFIP, – 3 avril 2012.
20. *L'externalisation des propriétés publiques au prisme du droit fiscal et financier*, in *Externalisation des propriétés publiques : pratiques, techniques et résultats*, Institut d'Etudes Administratives, Université Lyon III, 23 septembre 2011.
21. *La Fiscalité écologique : contrainte ou opportunité pour le développement des entreprises ? L'exemple français*, In Colloque international, Les entreprises face aux changements climatiques (le développement durable à l'échelle de l'entreprise), Ecole centrale de commerce (SGH) de Varsovie, Université Paris XIII, Ambassade de France de Varsovie, 7-8 avril 2011.
22. *Finances publiques et responsabilité envers les générations futures*, in *Colloque international « Quelle responsabilité juridique envers les générations futures ?*, Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 10-13 décembre 2010.
23. *La communautarisation du droit français des finances publiques*, Université Jagellonne de Cracovie, Journées juridiques franco-polonaises à l'occasion du dixième anniversaire de l'école de droit français de Cracovie, *Le jeu des influences croisées du droit français, du droit européen et du droit des autres pays européens*, Colloque international sous le patronnage du Président de l'Université de Jagellonne, Cracovie, 22 et 23 octobre 2010.
24. *Fiscalité écologique et contrats publics*, in *Colloque « Commande publique et développement durable »*, Université de Poitiers, Faculté de droit et des sciences sociales, 4 décembre 2009.

25. *LOLF, Etat et Collectivités locales : quels rapports ?*, in colloque de la Société française de finances publiques-Université de Lyon III, « La LOLF et les collectivités locales », Lyon-Hôtel du département, 11-12 sept. 2008.
26. *Entre décentralisation et dématérialisation : quelle recomposition du contrôle externe dans le secteur public local*, in colloque du bicentenaire de la Cour des comptes et du 25^{ème} anniversaire des CRC, « Une chambre régionale des comptes au XXIème siècle : du jugement des comptes à l'évaluation des politiques publiques », Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers, 14 sept. 2007.
27. *La LOLF : un instrument réel de performance de la gestion publique ?*, in colloque Université Nancy, « Quelle performance de l'action publique ? ». mai 2006
28. *Les instruments financiers de la loi du 9 août 2004 relative à la santé publique*, in colloque de l'institut de droit social et sanitaire de l'Université de Poitiers, «La loi du 9 août 2004 relative à la santé publique : enjeux, réalisation, perspective», Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers, 19 oct. 2006.
29. *La réforme des finances locales : mutations et perspectives*, EDP-CERFF, Université Jean Moulin Lyon 3, Faculté de droit – GRALE, 15 et 16 décembre 2005.
30. *Quel contrôle communautaire des aides d'Etat ?* Colloque de l'Université de Poitiers et d'Antalya Akdeniz Universitesi, Antalya (Turquie), 9-10 sept. 2004.
31. *L'ordonnance du 2 janvier 1959 et le droit communautaire*, in colloque de l'Université des sciences sociales de Toulouse, *L'ordonnance du 2 janvier 1959 : 40 ans après*, janv. 2000.

2. Rayonnement scientifique

A. Direction scientifique de colloques

1. *L'action sociale face à la crise de la Covid-19, colloque « Les rencontres de l'action sociale – Nouvelle-Aquitaine »*, L. Levoyer, K. Michelet (Dir.), Poitiers, 1^{er}-2 décembre 2021.
2. *Les fonds structurels européens en région : un levier pour l'action publique?*, colloque international sous le haut patronage de la Commission européenne, L. Levoyer (Dir.), Poitiers, Maison de la région, 13-14 octobre 2021.
3. *La Constitution face au temps. Regards croisés franco-japonais, Colloque international*, E. Aubin, L. Levoyer (Dir.), Paris, *Assemblée nationale, salle Colbert*, 4 octobre 2019.
4. *Comment maintenir la qualité de vie des personnes âgées en France et au Japon ?* colloque international, E. Aubin, E. Kasagi, S. Kojima, L. Levoyer, T. Saito (Dir.), Tokyo, Université de Tokyo (The University of Tokyo-Japon), Faculté de droit et Institut des sciences sociales 19 septembre 2019.
5. *Regards croisés en France et au Japon sur les conséquences juridiques et sociales du vieillissement*, colloque international Université de Tokyo (The University of Tokyo)/Université de Poitiers, E. Aubin, L. Levoyer (Dir.), Poitiers, 22 et 23 mars 2018 (LGDJ, parution prévue pour sept 2019).
6. *Le sens de l'action publique territoriale*, colloque CNFPT/Université de Poitiers, Les rencontres de l'action publique territoriale, E. Aubin, L. Levoyer (Dir.), Poitiers, 15 mars 2018.
7. *Décentralisation : les recompositions des pouvoirs, des institutions et des politiques publiques*, colloque Université de Poitiers, Fédération de Recherche Territoires, P. Chauchefoin, L. Levoyer, D. Royoux (Dir.), Poitiers, 3, 4 et 5 décembre 2014 (actes publiés à la revue Droit, Gestion et Management public).

8. *1982-2012 : 30 ans de décentralisation financière*, colloque Université de Poitiers, Institut de droit public et FONDAFIP, S. Jeannard, L. Levoyer (Dir.), Poitiers, 3 avril 2012 (actes publiés à la RFFP).
9. *Les acteurs locaux de la santé*, N. Martin-Papineau, L. Levoyer (Dir.), Université de Poitiers, Faculté de droit et des sciences sociales, Institut de droit sanitaire et social, Poitiers, 9 février 2011.
10. *La dépendance des personnes âgées* L. Levoyer (Dir.), Université de Poitiers, Faculté de droit et des sciences sociales, Institut de droit sanitaire et social, 10 mars 2010.
11. *Le travail dans l'aide et l'action sociales* L. Levoyer (Dir.), Université de Poitiers, Faculté de droit et des sciences sociales, Institut de droit sanitaire et social, 4 mars 2009.

B. Projets de recherche

B.1 Direction

1. Mission MAE « Exploratoire Japon », *Analyse des mutations de l'action publique territoriale en œuvre au Japon et en France*, Loïc Levoyer (Dir.) avec les Universités de Poitiers (France), Tokyo, Kyoto, Nagoya, Kobe et Hiroshima (Japon), 2018-2019.
2. Projet *Jap'AQ [JAPon-Aquitaine] : inter-actions économiques*, projet soutenu par la Fondation Université de Poitiers et le réseau Nihon-Europa 2017-2018.
3. Projet jeune chercheur, *Construction européenne et nouvelle tutelle financière*, IREDE, Universités de Toulouse et Poitiers, 2000-2001.

B.2 Participation

1. Membre du programme *Regard transversal sur la nature du coût de la dépendance et les moyens de sa prise en charge*, Pr. Lilianne Bonnal (Dir.), RNMSHS-FMSH-TGIR HN / AAP 2019-2020, en attente des résultats.
2. Membre de *Oncosphère Poitiers*, Pôle Universitaire de Recherche Pluridisciplinaire en Cancérologie, « *Innovations et cancer* », S. Papot (Dir.), Inserm, CNRS, UP, CHU Poitiers, 2018-...
3. Membre du Programme Hubert Curien (PHC) Sakura-Japon, Ministère Affaires Etrangères (MAE), *Emerging risks in an aging society : a comparative law analysis (ERASCLA)*, Emmanuel Aubin, Tetsushi Saito (Dir.), Université de Poitiers/Université de Tokyo (The University of Tokyo), 2018-2020.
4. Membre du programme de recherche « *Cohésion sociale* », Pr. Jean-Michel Passerault (Dir.), Université de Poitiers, CPER 2007-2013.
5. Membre du projet de recherche Mission Droit et Justice, *Quelle responsabilité juridique envers les générations futures ?*, Jean-Paul Markus (Dir.), Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2008-2010.
6. Membre du projet de recherche Mission Droit et Justice, *L'influence du droit européen sur les catégories du droit public*, Jean Bernard Auby (Dir.), IEP Paris, 2008-2009
7. Participation à l'ACI, *Financement et politiques de vieillesse*, Jean-Baptiste Geffroy (Dir.), Université de Poitiers, septembre 2009-2011 ;
8. Participation à l'ACI, *Territoires de la santé*, Nathalie Martin-Papineau (Dir.), Université de Poitiers, septembre 2005 – 2008 ;

C. Invitations universités étrangères

1. *Universités de Tokyo (The University of Tokyo), Kobe, Nagoya* (Japon) séjour recherche du 29 novembre au 8 décembre 2018 ;
2. *Université Akdeniz d'Antalya* (Turquie), séjour du 25 octobre au 3 novembre 2018, séminaire de recherche ;
3. *Université de Kyoto (Japon)*, séjour du 13 juin au 23 juin 2018, programme de recherche ERASCLA ;
4. *Université de Tokyo (The University of Tokyo)* (Japon) séjour du 23 novembre au 2 décembre 2017, programme de recherche ERASCLA ;
5. *Université de Nanchang (Chine)*, séjour du 27 octobre au 5 novembre 2017;
6. *Universités de Nagoya, Osaka et Sophia (Tokyo)* (Japon), séjour recherche du 4 avril au 14 avril 2017, conférences d'actualité ;
7. *Université Akdeniz d'Antalya* (Turquie), séjour du 2 au 17 avril 2011, séminaire recherche ;
8. *Université de droit de Iaroslavl* (Russie), séjour du 7 au 21 novembre 2011 ;
9. *Université de droit de Iaroslavl* (Russie), séjour du 26 août 2010 au 12 septembre 2010;
10. *Université de Varsovie* (Pologne), séjour du 4 au 11 février 2009 ;
11. *Université Akdeniz d'Antalya* (Turquie), séjour du 6 au 14 juin 2009, séminaire, *Finances publiques et décentralisation (15 h)*.
12. *Université de Varsovie* (Pologne), séjour du 8 au 17 janvier 2006, cours de droit constitutionnel français (15 h).

D. Réseaux et sociétés savantes

C.1 Réseaux de recherche

1. Membre du réseau Nihon-Europa (réseaux de juristes français et japonais appartenant à 11 universités françaises et 14 universités japonaises) ;
2. Membre du groupe de Coïmbra (réunion des 39 plus anciennes universités de l'Union européenne. Réseau constitué de juristes et spécialistes des sciences sociales).

C.2 Sociétés savantes et fédération de recherche

1. Membre de la Société Française de Finances Publiques
2. Membre de la Fédération de recherche Territoires

3. Encadrement de thèses

1. Baski DARA, Le contrôle financier interne (Etat, collectivités territoriales, Sécurité sociale)
2. Yves-Rolland EHOUILLET, Les politiques d'ajustement structurel face aux obligations internationales de lutte contre l'extrême pauvreté

III. ENSEIGNEMENTS

A. Enseignements à l'université de Poitiers (2018-2021)

Master II Droit :

-*Coopérations intercommunales* (Master 2 Management public et collectivités territoriales)

- Organisation financière de l'aide et de l'action sociales* (Master 2 droit de l'aide et de l'action sociales et collectivités territoriales)
- Financement des marchés publics* (Master 2 droit de l'urbanisme et de la construction).
- Séminaire sur les modalités de financement de l'aide et de l'action sociales* (Master 2 droit de l'aide et de l'action sociales et collectivités territoriales)

Master I Droit :

- Finances locales* (Master 1, semestres 1)
- Finances sociales* (Master 1, semestre 2)
- Moyens financiers des collectivités locales* (Master 1, semestre 2)

B. Enseignements à l'université de Poitiers (2001-2018)

Master II Droit :

- Finances de l'aide et de l'actions sociales* (Cours 15 h, Master II droit de l'aide et de l'action sociales, 2006-2013)
- Fiscalité des contrats et marchés publics* (Cours 15 h, Master II Marchés publics et délégations de service publics, 2008-2013)
- Dépenses de santé*, (Cours 10h, Master II Droit de la santé, 2010-2012)

Master I Droit :

- Contrôle externe des collectivités territoriales* (Cours 25h, Master I Management des collectivités territoriales, 2004-2007)
- Fiscalité des collectivités territoriales* (Cours 10h, Master I Management des collectivités territoriales, 2006-2008)
- Contrats publics* (TD, 14 h, 2006-2009)
- Finances sociales* (Cours 30 h, Master I droit public, 2009-2012)
- Finances locales* (Cours 30 h, Master I droit public, 2009-2013)
- Grands services publics* (TD, 64 h, 2000-2003)

Licence III Droit

- Droit fiscal général* (Cours 40 h, Licence III droit de l'assurance, 2001-2008)
- Procédure administrative contentieuse* (Cours 25 h, Licence III droit de l'assurance, 2004-2006)
- Droit administratif* (Cours 30h, Licence administration publique, 2010-2013)
- Droit administratif* (TD 24 h, Licence administration publique, 2005-2008)
- Droit administratif des biens* (Cours 30 h, Licence III droit, 2001-2005)
- Libertés publiques* (Cours 15 h, 2004-2005)
- Droit fiscal général* (TD, 35 h, 2001-2005)
- Droit fiscal spécial* (TD, 15 h, 2005-2007)
- Droit de la fonction publique* (TD 32 h, 2003-2004)
- Travaux et ouvrages publics* (TD 16 h, 2002-2004)

Licence II Droit

- *Finances publiques* (Cours, 2x30 h, 2008-2011)
- *Finances publiques* (TD, 32 h, 2000-2001/ 2004-2005 / 2008-2009)
- *Droit administratif* (TD, 96 h, 1999-2000)

Licence I Droit

- *Droit constitutionnel* (Cours 30 h, 2001-2004)

- *Institutions administratives* (Cours 30 h, 2001-2002)

IV. RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES, ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

1. Responsabilités scientifiques

1. Co-responsable de l'axe de recherche *Action publique* au sein du laboratoire *Institut de Droit Public* (IDP) de l'Université de Poitiers ;
2. Membre du comité scientifique de la revue *Problèmes Economiques pour la partie Finances publiques- Fiscalité*.
3. Evalueur-reviewer pour la revue *Gestion et Management Public* (revue international, rang A), depuis 2016.
4. Vice-Président du Comité d'expertise scientifique 02-04, UFR droit et sciences sociales –Université de Poitiers, 2009-2014 ;
5. Membre Comité d'expertise scientifique 02-04, UFR droit et sciences sociales – Université de Poitiers, 2014 ;
6. Membre du Conseil scientifique, UFR droit et sciences sociales - Université de Poitiers (2005-2009) ;
7. Membre des comités de sélection (02) de l'Université de Poitiers en 2011, 2012, 2013, 2014, 2016.
8. Membre titulaire de la Commission de spécialiste de droit public et de science politique, UFR droit et sciences sociales - Université de Poitiers (2005-2008)

2. Responsabilités administratives

Université de Poitiers :

1. Vice-Président du Conseil d'administration (VP CA) de l'Université de Poitiers – 1^{er} vice-Président en charge de la gouvernance, de la stratégie et du rayonnement, avril 2016-déc. 2020.
2. Vice-Président de l'Université de Poitiers en charge des affaires générales - Directeur de cabinet du Président, avril 2012-avril 2016.
3. Membre du conseil d'administration du GIP CFA-Sup Nouvelle-Aquitaine (depuis juin 2016).
4. Membre titulaire de la commission Commande publique de l'Université de Poitiers (depuis janv. 2012).
5. Membre titulaire de la Commission paritaire d'établissement-AENES (depuis janv. 2012)

Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers :

1. Vice-Président de la section de droit public-sciences politiques 02-04, UFR droit et sciences sociales –Université de Poitiers, depuis 2010.

2. Secrétaire de la section de droit public-sciences politiques, UFR Droit et sciences sociales –Université de Poitiers, 2008-2010.
3. Membre du Conseil d’UFR Droit et sciences sociales de l’Université de Poitiers (2005-2009) ;
4. Membre du Conseil pédagogique, UFR Droit et sciences sociales de l’Université de Poitiers (2005-2009)

Institut de Préparation à l’Administration Générale de Poitiers :

1. Membre du Conseil d’Administration de l’IPAG de Poitiers, depuis janv. 2013.

3. Responsabilités pédagogiques

1. Directeur de la Mention de MASTER Droit des collectivités territoriales (depuis sept. 2020)
2. Co-Directeur du MASTER II Droit de l’aide et de l’action sociales et Collectivités territoriales de la Faculté de droit et des sciences sociales de l’Université de Poitiers (depuis 2008) ;
3. Responsable du 1^{er} cycle de la filière AES à la Faculté de droit et des sciences sociales de l’Université de Poitiers (2003-2006) ;

V. EXPERTISES

1. Expert du Comité scientifique de l’expérimentation "Territoires zéro chômeur de longue durée" (Loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d’expérimentation territoriale visant résorber le chômage de longue durée, JORF 1^{er} mars 2016) – DARES – depuis mai 2016
2. Expert pour l’HCERES :
 - Institut d’Etudes Politiques de Lyon - Sciences Po Lyon ; comité d’expert pour l’évaluation de l’établissement ; vague A – 2019-2020.
 - Institut d’Etudes Politiques de Rennes - Sciences Po Lyon ; comité d’expert pour l’évaluation de l’établissement ; vague B– 2020-2021.
3. Expert pour l’Agence Nationale de la Recherche (ANR) :
 - Appel à projets *Résilience COVID-19* – année 2021